AMNESTY INTERNATIONAL ÉFAI
Index AI : EUR 70/124/99

DOCUMENT PUBLIC
Londres, novembre 1999

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DE YOUGOSLAVIE (KOSOVO)
Le cercle brisé

« Disparitions » et enlèvements

Résumé*

Ces cas d'appel sont destinés à être utilisés avec le rapport d'Amnesty International intitulé *Kosovo. Le cercle brisé. « Disparitions » et enlèvements* (index AI : EUR 70/106/99). Ils contiennent des informations recueillies et utilisées par Amnesty International avec l'autorisation des familles concernées. Ces renseignements portent sur des individus ou des groupes ayant « disparu » ou ayant été enlevés. Les victimes sont issues de différents groupes ethniques, même si la grande majorité d'entre elles appartiennent à la communauté albanaise, et de diverses catégories sociales. Bien que nombre de ces personnes soient des hommes jeunes, des femmes et des enfants figurent également parmi les victimes.

Amnesty International estime que les blessures psychologiques dues au conflit du Kosovo ne pourront jamais se cicatriser tant que les responsables présumés

---

* La version originale en langue anglaise du document résumé ici a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X ODW, Royaume-Uni, sous le titre *Federal Republic of Yugoslavia: A Broken Circle: "Disappeared" and Abducted in Kosovo Province. Case Sheets.* Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL – ÉFAI – décembre 1999.
Vous pouvez également consulter le site ÉFAI sur internet : *http://efai.i-france.com*

d'atteintes aux droits humains n'auront pas été traduits, dans le respect des procédures légales, devant des tribunaux régulièrement constitués, tant que toute la lumière n'aura pas été faite sur le sort des personnes portées disparues ou mortes, et tant que leurs familles n'auront pas eu la possibilité de reprendre contact avec ceux qui leur sont chers ou de pleurer leur mort. Ces conditions doivent être remplies pour que le cycle de l'impunité et de la vengeance prenne fin et que les familles brisées aient une chance de rebâtir leur vie.

Dans cette optique, Amnesty International aimerait que ces cas soient utilisés pour adresser des appels aux autorités de la Serbie et de la République fédérale de Yougoslavie, ainsi qu'à des membres influents de la communauté des Kosovars (Albanais du Kosovo), leur demandant de fournir des informations sur le sort des personnes « disparues » ou enlevées. En outre, l'Organisation exhorte les gouvernements serbe et yougoslave à mener des enquêtes exhaustives et indépendantes sur tous les cas de « disparitions » et à traduire en justice les responsables présumés.

Veuillez écrire aux autorités compétentes, dont les coordonnées figurent au dos de chaque cas de transmettre aux familles des individus « disparus » ou enlevés toutes les informations dont elles pourraient disposer et de coopérer sans réserve avec tous ceux qui tentent de faire la lumière sur leur sort.

Ces cas d'appel seront mis à jour et complétés au fur et à mesure que de nouvelles informations seront recueillies.

AMNESTY INTERNATIONAL ÉFAI
Index AI : EUR 70/124/99

DOCUMENT PUBLIC
Londres, novembre 1999

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DE YOUGOSLAVIE (KOSOVO)
Le cercle brisé

« Disparitions » et enlèvements

SOMMAIRE

Bekim Lala page 2

Petrija Piljevic page 4

Afrim Dana, Albert Dana, Luan Dana, Labinot Dana, Kastriot Dana, Gëzim Dana et Bekim Beqiri page 6

Artan Efendia, Albion Kumnova, Gëzim Deva, Lufti Bunjaku, Bekim Bunjaku et Shkëlzen Binishi page 9

Halim Qerkezi, Artan Qerkezi, Armend Qerkezi, Ardian Qerkezi, Edmond Qerkezi, Vegim Qerkezi, Shpejtim Ymeraga, Skënder Dylhasi, Myrteza Dylhasi, Fatos Jetishi et Shpend Jetishi page 11

Gradimir Stolic page 14

Bekim Lala (vingt-sept ans)

Bekim Lala (parfois désigné dans des documents précédents sous le nom de Ljalja) est un membre de la communauté rom. Il est originaire de la ville de Dakovica (Gjakovë), dans la province du Kosovo.

Bekim a été enlevé par des hommes non identifiés le 27 juin 1999. Sa mère, Fatima Lala, l'a vu pour la dernière fois ce matin-là, lorsqu'elle lui a dit au revoir avant qu'il se rende à son travail, dans le centre de Dakovica1.

Elle a évoqué le cas de son fils avec des représentants du Centre européen pour le droit des Rom.

« *Nous pensions qu'il avait passé toute la journée au travail, mais dans la soirée, un homme qui le connaît est venu nous dire qu'un individu barbu appartenant à l'Ushtria Çlirimtare e Kosovës (UÇK, Armée de libération du Kosovo) l'avait arrêté alors qu'il se rendait à son travail et l'avait emmené.* »

Deux jours plus tard, la mère de Bekim a reçu la visite d'un homme qui lui a dit que son fils avait été appréhendé par l'UÇK et conduit dans l'immeuble « Junik », dans le centre de Dakovica. L'homme a ajouté qu'il avait vu Bekim dans ce bâtiment et qu'il ne lui avait été fait aucun mal.

Le vendredi 2 juillet, un autre homme qui avait été détenu au même endroit par l'UÇK a rendu visite à Fatima Lala pour lui dire que lui aussi avait vu Bekim dans l'immeuble « Junik ». Il a raconté que l'UÇK avait battu et maltraité des Rom dans ce bâtiment.

Depuis lors, Fatima Lala n'a plus aucune nouvelle de son fils.

1. Propos recueillis le 6 juillet 1999, à Dakovica, par des représentants du Centre européen pour le droit des Rom au cours d'un entretien avec la mère de Bekim Lala.

Bekim Lala

Veuillez envoyer une lettre ou un fax aux représentants de la communauté des Kosovars (Albanais du Kosovo), en indiquant que le cas de Bekim Lala, qui a été enlevé, a été porté à votre connaissance. Dans votre appel, exhortez-les à user de toute l'influence dont ils disposent sur la société kosovare pour mettre un terme aux atteintes aux droits humains perpétrées contre les personnes de toute appartenance ethnique (qu'il s'agisse de Rom, de Serbes ou de Kosovars soupçonnés de « déloyauté » envers l'UÇK). Exhortez-les à prêter assistance à la police civile et à la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) en fournissant toutes les informations dont ils pourraient disposer concernant les individus enlevés et en aidant à faire la lumière sur le cas de cette personne ainsi que sur d'autres, tout en veillant à ce que les responsables soient traduits en justice. Veuillez souligner que vous êtes préoccupé par le sort de tous ceux qui ont été victimes d'enlèvement ou qui ont « disparu » au Kosovo, quelle que puisse être leur nationalité ou leur appartenance ethnique.

Les coordonnées qui figurent ci-après sont celles du représentant aux États-Unis du gouvernement autoproclamé du Kosovo (*Qeveria e Përkohshme së Kosovës*) dirigé par Hashim Thaçi, non reconnu par la communauté internationale. Veuillez prier M. Asanaj de faire suivre vos lettres et fax à M. Thaçi. Nous vous ferons connaître les autres méthodes d'approche possibles dès que nous disposerons d'informations fiables sur les meilleurs moyens à utiliser pour contacter les représentants kosovars.

Envoyez vos appels au :

Chef du gouvernement autoproclamé du Kosovo, Hashim Thaçi

Mr. Hashim Thaçi
c/o The Representative of Kosova in the US
Mr. Dino Asanaj
Kosova Office
10 East 33 Street
New York NY 10016
États-Unis
Fax : 1 212 481 2665

RFY. Le cercle brisé

EUR 70/124/99 –
ÉFAI –

Formule d'appel : *Dear Mr Thaçi,* / Monsieur,

Petrija Piljevic (cinquante-sept ans)

Petrija Piljevic appartient à la communauté serbe de Pristina. Elle a été enlevée dans son appartement dans l'après-midi du 28 juin 1999. Craignant d'être victimes de représailles de la part des Kosovars (Albanais du Kosovo), ses fils Dragan et Zoran avaient fui le Kosovo vers le 12 juin, date à laquelle la KFOR (Force internationale de paix au Kosovo) a commencé à se déployer dans la province. Petrija Piljevic, qui souffrirait d'un cancer de l'utérus et d'une angine, était restée dans son appartement. Dragan Piljevic affirme qu'elle lui a téléphoné à plusieurs reprises, lui disant qu'elle était harcelée et menacée par des membres de la communauté albanaise de la région.

Le 28 juin 1999, un voisin a vu trois hommes en uniforme de l'*Ushtria Çlirimtare e Kosovës* (UÇK, Armée de libération du Kosovo) et trois voisins kosovars de Petrija Piljevic se présenter au domicile de cette dernière. Ils l'ont contrainte à ouvrir sa porte. Bien qu'elle eût tenté de demander de l'aide à une personne âgée serbe habitant à proximité, elle a été emmenée, pleurant et hurlant, avec ce vieil homme. On ignore le sort de cette femme à l'heure actuelle.

Petrija Piljevic

Veuillez envoyer une lettre ou un fax aux représentants de la communauté albanaise du Kosovo, en indiquant que le cas de Petrija Piljevic, qui a été enlevée, a été porté à votre connaissance. Dans votre appel, exhortez-les à user de toute l'influence dont ils disposent sur la société kosovare pour mettre un terme aux atteintes aux droits humains perpétrées contre les personnes de toute appartenance ethnique (qu'il s'agisse de Rom, de Serbes ou de Kosovars soupçonnés de « déloyauté » envers l'UÇK). Exhortez-les à prêter assistance à la police civile et à la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) en fournissant toutes les informations dont ils pourraient disposer concernant les individus enlevés et en aidant à faire la lumière sur le cas de cette personne ainsi que sur d'autres, tout en veillant à ce que les responsables soient traduits en justice. Veuillez souligner que vous êtes préoccupé par le sort de tous ceux qui ont été enlevés ou qui ont « disparu » au Kosovo, quelle que soit leur nationalité ou leur appartenance ethnique.

Les coordonnées qui figurent ci-après sont celles du représentant aux États-Unis du gouvernement autoproclamé du Kosovo (*Qeveria e Përkohshme së Kosovës*) dirigé par Hashim Thaçi, non reconnu par la communauté internationale. Veuillez prier M. Asanaj de faire suivre vos lettres et fax à M. Thaçi. Nous vous ferons connaître les autres méthodes d'approche possibles dès que nous disposerons d'informations fiables sur les meilleurs moyens à utiliser pour contacter les représentants kosovars.

Envoyez vos appels au :

Chef du gouvernement autoproclamé du Kosovo, Hashim Thaçi

Mr. Hashim Thaçi
c/o The Representative of Kosova in the US
Mr. Dino Asanaj
Kosova Office
10 East 33 Street
New York NY 10016
États-Unis
Fax : 1 212 481 2665

RFY. Le cercle brisé

EUR 70/124/99 –
ÉFAI –

Formule d'appel : *Dear Mr Thaçi,* / Monsieur,

Afrim Dana (quarante-sept ans)
Albert Dana (trente et un ans) [neveu]
Luan Dana (dix-neuf ans) [fils]
Labinot Dana (dix-sept ans) [fils]
Kastriot Dana (trente et un ans)
Gëzim Dana (quarante-cinq ans)
Bekim Beqiri (trente ans)

Afrim Dana est styliste et tailleur. Son neveu, Albert, possède un restaurant, dans lequel Luan (un des fils d'Afrim) a quelquefois travaillé tout en poursuivant ses études secondaires. Labinot était mécanicien et Kastriot serveur, tandis que Gëzim travaillait avec Afrim dans son atelier de confection. Le septième homme emmené, Bekim Beqiri, ne fait pas partie de la famille, il s'agit d'un voisin. Tous appartiennent à la communauté albanaise de Dakovica (Gjakovë).

Pendant toute la durée du conflit, la famille Dana était restée dans sa maison à Dakovica, estimant qu'il aurait été plus risqué de tenter de fuir. Durant toute cette période, 19 hommes, femmes et enfants ont vécu sous le même toit.

Selon l'épouse d'Albert Dana, Serbez, les personnes qui étaient dans la maison ont entendu des coups de feu, le 7 mai, venant du village voisin, Qabrati. Mais elles avaient trop peur pour sortir. Serbez Dana a raconté que les forces serbes avaient encerclé le périmètre en assurant tous les habitants qu'il ne leur serait fait aucun mal s'ils restaient chez eux. Les deux jours suivants, les occupants de la maison ont cependant continué à entendre des tirs, qui s'intensifiaient.

Le 10 mai, vers 8 heures, les membres de la famille ont entendu la police entrer dans la maison voisine, puis des coups de feu. Un groupe de policiers est ensuite venu frapper à la porte de leur propre maison. Lorsque le cousin de Serbez Dana est allé ouvrir, quatre policiers ont pénétré de force, en le frappant, et lui ont demandé combien de membres de la famille se trouvaient dans la maison. Ces derniers ont reçu l'ordre d'aller dans le jardin, où les hommes ont été séparés des femmes et des enfants avant d'être forcés à sortir dans la rue (leur voisin Bekim Beqiri semble, lui aussi, avoir été expulsé de sa maison par la police à ce moment-là). En se dirigeant vers la rue, ils ont reçu des coups de poing et des gifles ; un policier les a frappés avec la crosse de son fusil. La grand-mère de

Serbez Dana, qui a crié à la police de laisser partir ses fils, a également été agressée par un des policiers. Puis les femmes et les enfants ont dû quitter la maison et le jardin ; Serbez Dana a demandé la permission de retourner chercher quelques vêtements pour son bébé. Elle y a été autorisée, mais on lui a dit de se dépêcher parce que le feu allait être mis à la maison cinq minutes plus tard.

Lorsqu'elle a atteint la rue, elle n'a vu aucune trace des hommes de sa famille, mais a aperçu un certain nombre d'hommes du voisinage, qui étaient emmenés par la police. Serbez Dana et les autres femmes de sa famille ont été conduites au centre de la ville, où elles ont dû attendre pendant deux heures environ en compagnie de beaucoup d'autres femmes et d'enfants. Puis on leur a ordonné d'aller à la gare routière, où elles retrouveraient les hommes de leur famille. Arrêtées en chemin par un autre groupe de policiers qui leur a donné l'ordre de se rendre dans le bâtiment « social » pour remettre leurs papiers d'identité, elles ont dû attendre deux nouvelles heures, jusqu'à ce que plusieurs autocars arrivent. Nombre de femmes et d'enfants sont montés à bord, mais Serbez et d'autres membres de sa famille ont réussi à persuader la police de les laisser rester en ville (les autocars servaient à transporter les passagers en Albanie). Elles y sont demeurées jusqu'à l'arrivée de la KFOR (Force internationale de paix au Kosovo) le 14 juin.

L'un des hommes emmenés à cette occasion, Ilirian Dana, a été libéré plus tard, apparemment en raison de son âge avancé. Un des membres de la famille, interrogé par Amnesty International, a déclaré avoir été battu avant sa libération. Il a pu identifier les quatre policiers comme des policiers de la ville. Par ailleurs, Serbez Dana a affirmé que quatre autres de ses cousins avaient été emmenés le même jour, mais qu'elle ignorait les circonstances de leur arrestation.

Afrim Dana, Albert Dana, Luan Dana, Labinot Dana, Kastriot Dana, Gëzim Dana et Bekim Beqiri

Veuillez envoyer une lettre ou un fax aux autorités yougoslaves, en indiquant que la « disparition » des membres de la famille Dana et de Bekim Beqiri a été portée à votre connaissance. Exprimez votre inquiétude à leur sujet et au sujet d'autres personnes de la province du Kosovo, de toute appartenance ethnique, qui ont « disparu » ou qui ont été enlevées. Exhortez les autorités à faire la lumière sur ces cas de « disparition » ainsi que sur d'autres, et à prendre les mesures nécessaires pour que les responsables soient traduits en justice.

Envoyez vos appels à :

Président de la République fédérale de Yougoslavie

Slobodan Milosevic
Predsednik SRJ
Bulevar Mihaila Pupina 2
11070 Beograd, Yougoslavie

Fax : 381 11 636 775
E-mail : slobodan.milosevic@gov.yu
Formule d'appel : Dear President,
/ Monsieur le Président,

Premier ministre

Dr Momir Bulatovic
Predsednik Savezne Vlade
Bulevar Mihaila Pupina 2
11070 Beograd, Yougoslavie

Fax : 381 11 636 775
E-mail : momir.bulatovic@gov.yu
Formule d'appel : Dear Prime Minister,
/ Monsieur le Premier Ministre,

Ministre fédéral de l'Intérieur

Zoran Sokolovic
Ministar za unutrasnje poslove
Savezno ministarstvo za unutrasnje poslove
11000 Beograd, Yougoslavie

Fax : 381 11 361 7730
E-mail : zoran.sokolovic@gov.yu
Formule d'appel : Dear Minister,
/ Monsieur le Ministre,

Ministre fédéral de la Justice

Petar Jojic
Ministar za pravosudje
Savezno ministarstvo za pravosudje
Bulevar Mihaila Pupina 2
11070 Beograd, Yougoslavie

Fax : 381 11 636 775
E-mail : petar.jojic@gov.yu
Formule d'appel : Dear Minister,
/ Monsieur le Ministre,

Ministre fédéral des Affaires étrangères

Zivadin Jovanovic
Ministar za inostrane poslove
Savezno ministarstvo za inostrane poslove
11000 Beograd, Yougoslavie

Fax : 381 11 367 2954
E-mail : zivadin.jovanovic@gov.yu
Formule d'appel : *Dear Minister,*
/ Monsieur le Ministre,

Artan Efendia (vingt-trois ans)
Albion Kumnova (vingt-deux ans) [cousin]
Gëzim Deva (vingt-neuf ans) [cousin de la mère]
Lufti Bunjaku (quarante-sept ans)
Bekim Bunjaku (seize ans)
Shkëlzen Binishi (trente-trois ans)

La famille Efendia appartient à la communauté albanaise de Dakovica (Gjakovë). Selon Ferdez Efendia, la mère d'Artan, les forces serbes ont intensifié leurs activités, pillant et brûlant des maisons, après que l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) eut lancé sa campagne de bombardements le 24 mars. Pour se sentir plus en sécurité, la famille a donc décidé de se réfugier chez une sœur de Ferdez Efendia vivant à proximité, dans le sud-ouest de Dakovica.

Le père d'Artan a conseillé à son fils de quitter la ville, estimant qu'il était dangereux pour un jeune homme de rester. Mais Artan, craignant de se faire arrêter dans la rue, a jugé qu'il ne serait pas prudent de partir. Il est donc resté dans la maison de sa tante. Selon Ferdez Efendia, il se trouvait dans la maison avec plusieurs amis et parents, dont deux jeunes hommes, Albion Kumnova et Gëzim Deva, ainsi que trois hommes d'une famille de voisins, lorsque la police est arrivée le 31 mars vers 14 h 30.

Au moins l'un des policiers possédait une arme automatique. Trois d'entre eux ont pénétré dans la maison et ont forcé les six hommes à en sortir. Dix autres policiers étaient à l'extérieur. Ferdez Efendia, qui les a suivis dehors, a déclaré que les six hommes avaient été contraints à s'allonger par terre. Elle a également affirmé avoir reçu deux fois l'ordre de retourner dans la maison et avoir été menacée de mort si elle n'obéissait pas. Elle a néanmoins refusé d'obtempérer et on lui a demandé si l'un des hommes faisait partie de sa famille. Craignant que son fils ne soit tué si elle avouait leur lien de parenté, elle a répondu par la négative et a été repoussée dans la maison par l'un des policiers sous la menace d'une arme. Elle ignore ce qui est ensuite arrivé à son fils et aux cinq autres hommes. Elle affirme qu'Artan Efendia n'avait aucun lien avec l'*Ushtria Çlirimtare e Kosovës* (UÇK, Armée de libération du Kosovo).

La famille a demandé des renseignements à plusieurs reprises au poste de police

local et auprès des autorités civiles ; mais elle n'a obtenu aucune information. Une liste de prisonniers établie par le ministère serbe de la Justice fait apparaître le nom d'un certain Bekim Bunjaku, qui est détenu dans la prison de Vranje, dans le sud de la Serbie. Mais la famille n'a pu découvrir s'il s'agit du Bekim Bunjaku qui a été emmené ce jour-là.

Artan Efendia, Albion Kumnova, Gëzim Deva, Lufti Bunjaku, Bekim Bunjaku et Shkëlzen Binishi

Veuillez envoyer une lettre ou un fax aux autorités yougoslaves, en indiquant que la « disparition » d'Artan Efendia, d'Albion Kumnova, de Gëzim Deva, de Lufti Bunjaku, de Bekim Bunjaku et de Shkëlzen Binishi a été portée à votre connaissance. Exprimez votre inquiétude à leur sujet et au sujet d'autres personnes de la province du Kosovo, de toute appartenance ethnique, qui ont « disparu » ou qui ont été enlevées. Exhortez les autorités à faire la lumière sur ces cas de « disparition » ainsi que sur d'autres, et à prendre les mesures nécessaires pour que les responsables soient traduits en justice.

Envoyez vos appels à :

Président de la République fédérale de Yougoslavie

Slobodan Milosevic
Predsednik SRJ
Bulevar Mihaila Pupina 2
11070 Beograd, Yougoslavie

Fax : 381 11 636 775
E-mail : slobodan.milosevic@gov.yu
Formule d'appel : Dear President,
/ Monsieur le Président,

Premier ministre

Dr Momir Bulatovic
Predsednik Savezne Vlade
Bulevar Mihaila Pupina 2
11070 Beograd, Yougoslavie

Fax : 381 11 636 775
E-mail : momir.bulatovic@gov.yu
Formule d'appel : Dear Prime Minister,
/ Monsieur le Premier Ministre,

Ministre fédéral de l'Intérieur

Zoran Sokolovic
Ministar za unutrasnje poslove
Savezno ministarstvo za unutrasnje poslove
11000 Beograd, Yougoslavie

Fax : 381 11 361 7730
E-mail : zoran.sokolovic@gov.yu
Formule d'appel : Dear Minister,
/ Monsieur le Ministre,

Ministre fédéral de la Justice

Petar Jojic
Ministar za pravosudje
Savezno ministarstvo za pravosudje
Bulevar Mihaila Pupina 2
11070 Beograd, Yougoslavie

Fax : 381 11 636 775
E-mail : petar.jojic@gov.yu
Formule d'appel : Dear Minister,

RFY. Le cercle brisé

EUR 70/124/99 -
ÉFAI -

/ Monsieur le Ministre,

Ministre fédéral des Affaires étrangères

Zivadin Jovanovic
Ministar za inostrane poslove
Savezno ministarstvo za inostrane poslove
11000 Beograd, Yougoslavie

Fax : 381 11 367 2954
E-mail : zivadin.jovanovic@gov.yu
Formule d'appel : *Dear Minister,*
/ Monsieur le Ministre,

Halim Qerkezi (cinquante-trois ans)
Artan Qerkezi (vingt-cinq ans)
Armend Qerkezi (vingt-quatre ans) [fils]
Ardian Qerkezi (dix-neuf ans)
Edmond Qerkezi (quatorze ans)
Vegim Qerkezi (dix-neuf ans) [neveu]
Shpejtim Ymeraga (trente-deux ans) [cousin]
Skënder Dylhasi (cinquante-neuf ans)
Myrteza Dylhasi (vingt-six ans)
Fatos Jetishi (vingt et un ans)
Shpend Jetishi (vingt ans)

La famille Qerkezi, albanophone, appartient à la petite minorité circassienne du Kosovo et vit à Dakovica (Gjakovë).

Vers midi, le 27 avril (d'autres sources publiques indiquent la date du 28 avril, mais des membres de cette famille ont informé les délégués d'Amnesty International que la première date était correcte), des membres de la famille Qerkezi, ainsi qu'un certain nombre de parents plus éloignés et de voisins, au total 18 ou 19 personnes, ont reçu chez eux la visite de deux policiers. Ceux-ci leur ont ordonné de quitter la maison et de sortir dans le jardin, malgré le mauvais temps. Au bout d'un moment, ils ont été autorisés à rentrer dans la maison, tandis que la police restait à l'entrée. Vers 15 heures, deux autres policiers sont arrivés. Ils leur ont dit de retourner dans le jardin et leur ont demandé leurs papiers d'identité, déclarant qu'ils allaient les porter au poste de police local. À leur retour, ils étaient accompagnés de deux policiers supplémentaires. Selon sa belle-fille Arta (l'épouse d'Artan), Halim Qerkezi a identifié l'un des policiers comme un agent de la ville. Ces policiers ont dit aux membres de la famille qu'ils n'avaient rien à craindre, puisqu'ils n'avaient aucun lien avec l'*Ushtria Çlirimtare e Kosovës* (UÇK, Armée de libération du Kosovo), ajoutant néanmoins que dans le cas contraire, ils auraient été tués.

La famille et ses hôtes ont ensuite dû descendre au sous-sol pour « *éviter les bombes de l'OTAN* ». Les quatre policiers les ont accompagnés. Bien qu'ils aient exigé du café et de l'alcool, ils ont apparemment eu un comportement correct et

sont restés dans l'une des deux salles du sous-sol, la famille Qerkezi et ses hôtes occupant la seconde. Halim Qerkezi est allé leur parler, puis il est revenu dire à sa famille de ne pas s'inquiéter.
Vers 19 h 30, ce soir-là, la police a quitté les lieux en emmenant le fils de l'un des voisins. Quatre autres hommes – des policiers selon Arta Qerkezi – sont arrivés immédiatement après. Ils étaient masqués et ont contraint les 11 hommes à sortir, tandis que les femmes et les enfants sont restés au sous-sol. Selon une personne du voisinage qui a parlé plus tard à Arta Qerkezi, les hommes ont pris place dans un camion civil et ont été emmenés. La police a ensuite ordonné aux femmes de remettre leur argent et leurs objets de valeur, et leur a dit qu'elles avaient 10 minutes pour quitter la maison.
Les femmes ont décidé d'aller se réfugier chez une autre membre de la famille. Lorsqu'elles sont sorties de la maison, l'un des policiers postés dehors leur a dit de rentrer, mais elles ont craint que le feu ne soit mis au bâtiment, même si elles étaient à l'intérieur. Elles ont finalement trouvé refuge dans une maison voisine, où elles ont passé la nuit. Le lendemain matin, elles ont découvert que leur maison avait été pillée et saccagée, et leur voiture volée.
Les femmes sont restées à Dakovica et ont entrepris de nombreuses, mais vaines, démarches pour connaître le sort de leurs proches jusqu'à l'entrée de la KFOR (Force internationale de paix au Kosovo) dans la ville le 13 juin. Elles se sont rendues plusieurs fois au poste de police local pour signaler la « disparition » des hommes et demander des renseignements, bien qu'elles aient apparemment rencontré peu de compassion ou de sollicitude chez leurs interlocuteurs. À diverses occasions, on leur a dit qu'il était impossible d'obtenir des informations parce que les lignes téléphoniques ne fonctionnaient pas, que les hommes avaient été envoyés en Albanie ; qu'il fallait s'adresser à l'OTAN pour avoir des renseignements.
La famille a pris d'autres initiatives pour essayer de retrouver la trace de ses proches, mais aucune ne lui a permis d'obtenir des informations. Le policier reconnu par Halim Qerkezi a été vu plus tard au volant de la voiture de la famille. Le frère d'Halim l'a suivi jusqu'à son appartement et lui a demandé de l'aider à retrouver les hommes portés disparus. Bien que le policier ait proposé de

rendre à la famille les clés de la voiture et de la maison, il a déclaré ne pas être au courant de la « disparition » des hommes et ne pas en être responsable. Lors d'une autre visite, il a promis de donner une réponse à la famille deux jours plus tard. Entre-temps, cependant, les forces serbes ont lancé une vaste opération le 7 mai dans la région de Rruga e Qabratit, apparemment dans le but de débusquer des membres de l'UÇK. Mais elle se serait traduite par une augmentation des cas de « disparitions » : selon les informations disponibles, un nombre considérable de civils ont été tués ou ont « disparu » pendant cette opération. Le frère d'Halim n'a pu rétablir le contact avec le policier après ces événements.

Halim Qerkezi, Artan Qerkezi, Armend Qerkezi, Ardian Qerkezi, Edmond Qerkezi, Vegim Qerkezi, Shpejtim Ymeraga,
Skënder Dylhasi, Myrteza Dylhasi, Fatos Jetishi et Shpend Jetishi
Veuillez envoyer une lettre ou un fax aux autorités yougoslaves, en indiquant que la « disparition » de Halim Qerkezi, d'Artan Qerkezi, d'Armend Qerkezi, d'Ardian Qerkezi, d'Edmond Qerkezi, de Vegim Qerkezi, de Shpejtim Ymeraga, de Skënder Dylhasi, de Myrteza Dylhasi, de Fatos Jetishi et de Shpend Jetishi a été portée à votre connaissance. Exprimez votre inquiétude à leur sujet et au sujet d'autres personnes de toute appartenance ethnique de la province du Kosovo, qui ont « disparu » ou qui ont été enlevées. Exhortez les autorités à faire la lumière sur ces cas de « disparition » ainsi que sur d'autres, et à prendre les mesures nécessaires pour que les responsables soient traduits en justice.
Envoyez vos appels à :

Président de la République fédérale de Yougoslavie
Slobodan Milosevic
Predsednik SRJ
Bulevar Mihaila Pupina 2
11070 Beograd, Yougoslavie
Fax : 381 11 636 775
E-mail : slobodan.milosevic@gov.yu

Ministre fédéral de l'Intérieur
Zoran Sokolovic
Ministar za unutrasnje poslove
Savezno ministarstvo za unutrasnje poslove
11000 Beograd, Yougoslavie
Fax : 381 11 361 7730
E-mail : zoran.sokolovic@gov.yu

Formule d'appel : *Dear President,*
/ Monsieur le Président,

Premier ministre

Dr Momir Bulatovic
Predsednik Savezne Vlade
Bulevar Mihaila Pupina 2
11070 Beograd, Yougoslavie
Fax : 381 11 636 775
E-mail : momir.bulatovic@gov.yu
Formule d'appel : *Dear Prime Minister,*
/ Monsieur le Premier Ministre,

Ministre fédéral des Affaires étrangères

Zivadin Jovanovic
Ministar za inostrane poslove
Savezno ministarstvo za inostrane poslove
11000 Beograd, Yougoslavie
Fax : 381 11 367 2954
E-mail : zivadin.jovanovic@gov.yu
Formule d'appel : *Dear Minister,*
/ Monsieur le Ministre,

Formule d'appel : *Dear Minister,*
/ Monsieur le Ministre,

Ministre fédéral de la Justice

Petar Jojic
Ministar za pravosudje
Savezno ministarstvo za pravosudje
Bulevar Mihaila Pupina 2
11070 Beograd, Yougoslavie
Fax : 381 11 636 775
E-mail : petar.jojic@gov.yu
Formule d'appel : *Dear Minister,*
/ Monsieur le Ministre,

Gradimir Stolic (trente-deux ans)
Marié et père de deux enfants, Gradimir Stolic appartient à la communauté serbe de Gnjilane (Gjilanë). Il exerçait le métier de serveur dans un café. Il était demeuré dans sa maison pendant le conflit et était resté en bons termes avec les autres employés du café, qui font partie de la communauté albanaise (la propre grand-mère de Gradimir Stolic était une Albanaise du Kosovo), et il aurait aidé certains d'entre eux à se mettre à couvert pendant cette période. Après le

retrait des forces serbes de la province, il s'est inquiété pour sa famille et a emmené sa femme et ses enfants vivre chez son père dans la ville d'Obrenovac, près de Belgrade. Lui-même est toutefois retourné à Gnjilane plusieurs fois pour prendre des effets personnels dans sa maison, régler certaines affaires et rendre visite à sa mère et à sa belle-mère, qui étaient restées en ville.
Le 23 août, il est revenu à Gnjilane pour la quatrième fois depuis le départ de sa famille en juin. Ce jour-là, il a rendu visite à sa belle-mère avant d'aller passer la soirée chez sa mère. Le lendemain, il s'est de nouveau rendu chez sa belle-mère. Cette dernière a déclaré qu'elle ne l'avait plus revu depuis.
Le 25 août, vers 18 heures, Gradimir Stolic a quitté la maison de sa mère pour acheter des cigarettes dans le centre-ville. Il avait l'intention de retourner en Serbie dans très peu de temps et de ramener des cadeaux à ses enfants. Aucun membre de sa famille ne l'a revu depuis cette date. Bien que sa mère et sa belle-mère aient été informées qu'on l'avait vu monter dans une voiture, elles ne sont pas certaines que ces informations soient fiables.
Quelques-uns des collègues kosovars de Gradimir Stolic auraient dit à sa mère qu'il était détenu dans une prison de fortune, dirigée par l'*Ushtria Çlirimtare e Kosovës* (UÇK, Armée de libération du Kosovo), dans le village voisin d'Uglare. De nombreux Serbes et Rom enlevés puis libérés par des Kosovars armés se réclamant de l'UÇK ont déclaré avoir été détenus pendant un certain temps dans des salles ou des bâtiments. La famille de Gradimir Stolic a signalé son enlèvement à la KFOR (Force internationale de paix au Kosovo) et au Comité international de la Croix-Rouge (CICR), mais aucune de ces organisations n'a pu lui fournir des informations sur son sort.
Gnjilane est l'une des rares villes dans le sud du Kosovo où il reste un nombre important de membres de la communauté serbe et où les Albanais vivent à une distance relativement réduite. Depuis le retrait des forces serbes, beaucoup de Serbes de la ville auraient été enlevés par des Kosovars agissant seuls ou en groupes.

Gradimir Stolic

Veuillez envoyer une lettre ou un fax aux représentants de la communauté des Kosovars (Albanais du Kosovo), en indiquant que le cas de Gradimir Stolic, qui a été enlevé, a été porté à votre connaissance. Dans votre appel, exhortez-les à user de toute l'influence dont ils disposent sur la société kosovare pour mettre un terme aux atteintes aux droits humains perpétrées contre les personnes de toute appartenance ethnique (qu'il s'agisse de Rom, de Serbes ou de Kosovars soupçonnés de « déloyauté » envers l'UÇK). Exhortez-les à prêter assistance à la police civile et à la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) en fournissant toutes les informations dont ils pourraient disposer concernant les individus enlevés et en aidant à faire la lumière sur le cas de cette personne ainsi que sur d'autres, tout en veillant à ce que les responsables soient traduits en justice. Veuillez souligner que vous êtes préoccupé par le sort de tous ceux qui ont été victimes d'enlèvement ou qui ont « disparu » au Kosovo, quelle que puisse être leur nationalité ou leur appartenance ethnique.

Les coordonnées qui figurent ci-après sont celles du représentant aux États-Unis du gouvernement autoproclamé du Kosovo (*Qeveria e Përkohshme së Kosovës*) dirigé par Hashim Thaçi, non reconnu par la communauté internationale. Veuillez prier M. Asanaj de faire suivre vos lettres et fax à M. Thaçi. Nous vous ferons connaître les autres méthodes d'approche possibles dès que nous disposerons d'informations fiables sur les meilleurs moyens à utiliser pour contacter les représentants kosovars.

Envoyez vos appels au :

Chef du gouvernement autoproclamé du Kosovo, Hashim Thaçi
Mr Hashim Thaçi
c/o The Representative of Kosova in the US
Mr Dino Asanaj
Kosova Office
10 East 33 Street
New York NY 10016
États-Unis
Fax : 1 212 481 2665

RFY. Le cercle brisé

EUR 70/124/99 -
ÉFAI -

Formule d'appel : *Dear Mr Thaçi,* / Monsieur,

La version originale en langue anglaise de ce document a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X ODW, Royaume-Uni, sous le titre *Federal Republic of Yugoslavia: A Broken Circle: "Disappeared" and Abducted in Kosovo Province. Case Sheets.*
Seule la version anglaise fait foi.
La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI – décembre 1999.
Vous pouvez également consulter le site ÉFAI sur internet :
http://efai.i-france.com

RFY. Le cercle brisé

EUR 70/124/99 -
ÉFAI -

Pour toute information complémentaire veuillez vous adresser à :